

Ce que démondialiser veut vraiment dire

Aurélien Bernier

Number 793, November–December 2017

Pour une démondialisation heureuse

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86721ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bernier, A. (2017). Ce que démondialiser veut vraiment dire. *Relations*, (793), 17–19.

CE QUE DÉMONDIALISER VEUT VRAIMENT DIRE

Au sentiment antimondialisation croissant récupéré par les droites nationalistes et l'extrême droite, il faut pouvoir offrir un projet de démondialisation qui propose un nouvel ordre multilatéral mondial fondé sur la coopération et la décroissance.

Aurélien Bernier

L'auteur a publié *La gauche radicale et ses tabous* (Seuil, 2014) et *La démondialisation ou le chaos* (Utopia, 2016).

Le 17 juin 1984, les résultats des élections européennes en France tombent. Ils provoquent une secousse politique inattendue : le Front national, qui avait toujours réalisé des scores anecdotiques, obtient 10,95% des voix. La liste conduite par Jean-Marie Le Pen envoie dix députés au Parlement européen, soit autant que le Parti communiste français de Georges Marchais.

Les commentateurs politiques de l'époque l'ignorent, mais une page vient de se tourner dans la vie politique française. Nous entrons dans une longue série d'élections qui voient à chaque nouveau scrutin (à de rares exceptions près) se confirmer une tendance : l'extrême droite progresse, élargit sa base électorale, tandis que la gauche radicale recule. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, Jean-Marie Le Pen obtient davantage de voix que les communistes et les trotskistes réunis. En dépit de quelques accrocs, les victoires se succèdent pour l'extrême droite, qui conquiert des villes aux élections municipales de 1997, accède au second tour de la présidentielle en 2002, arrive en tête des suffrages aux européennes de 2014 avant de se qualifier une nouvelle fois au second tour de la présidentielle d'avril 2017.

Il est impossible de comprendre cette progression, particulièrement forte dans les classes populaires, sans prendre en compte un changement majeur dans la stratégie de l'extrême droite française, qui se produit au tournant des années 1990. Alors qu'en 1988, Jean-Marie Le Pen se disait inspiré par Ronald Reagan et voulait profiter de la construction européenne pour libéraliser la société française, il revient en 1992 avec un discours violemment antimondialisation et anti-européen, qu'il exploite lors de la campagne référendaire contre le traité de Maastricht et des élections suivantes.

Dès son arrivée à la tête du parti en 2011, Marine Le Pen amplifie ce mouvement. Dans son livre *Pour que vive la France* (Grancher, 2012), elle écrit que « la crise est bien le résultat de mauvais choix économiques et financiers, dont tous nos gouvernants successifs depuis bientôt quarante ans partagent l'écrasante responsabilité : ils partagent ensemble une même idéologie mondialiste née du capitalisme ultralibéral, qui sert les intérêts d'une oligarchie » (p. 11).

Derrière ce revirement, on trouve deux explications, l'une idéologique, l'autre stratégique. Deux tendances ont toujours traversé le Front national : une première défend un position-



Alain Reno, *À droite?*, 2017, collage

nement « ni droite ni gauche », plaçant le nationalisme au-dessus de ce clivage ; une seconde considère que l'extrême droite est la « vraie » droite, celle qui n'a pas trahi la Nation, et doit s'assumer comme telle. Au début des années 1990, la première obédience prend l'ascendant sur la seconde. Ensuite, avec l'accélération de la mondialisation, la montée en puissance de l'Union européenne et, bien sûr, la conversion libérale du Parti socialiste en 1982-1983, l'intérêt électoral du Front national se trouve clairement dans l'antimondialisme. Jean-Marie Le Pen le comprend et adapte son discours. Vingt ans plus tard, sa fille ajoute un argumentaire républicain : la défense des services publics.



Alain Reno,
*Ça vaut pas
Le Pen*, 2017,
techniques
mixtes

Le parti d'extrême droite français fait figure de précurseur, lui qui a su détecter avant d'autres l'émergence d'un courant antimondialiste dans la société, plus précisément au sein des classes populaires, et en tirer un profit électoral. Par la suite, d'autres repositionnements de ce type sont venus confirmer le potentiel de cette stratégie. Le dirigeant hongrois Viktor Orbán, par exemple, débute sa carrière politique sous l'étiquette libérale. En 1992, il devient vice-président de l'Internationale libérale, qui fédère des partis libéraux de tous les continents, parmi lesquels le Parti libéral-démocrate allemand (FDP) ou le Parti libéral du Canada (PLC). Deux décennies plus tard, installé au poste de premier ministre d'un régime conservateur, il tient un tout autre discours : « Étant donné que le libéralisme n'a jamais été apte à servir l'idée nationale [...], il est temps de dire la vérité. Une démocratie ne doit pas être à tout prix libérale. [...] Au moins 50% de l'économie de la Hongrie devrait être entre nos mains et non plus dans celles des étrangers¹. »

Au cours de l'année 2016, ce sont les partis de droite des deux grands États libéraux, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui suivent ce mouvement (en apparence) antimondialiste. Le 23 juin, les Britanniques votent Oui au référendum sur la sortie de l'Union européenne. Bien qu'il s'agisse d'un échec pour les conservateurs, qui défendaient le Non, ces derniers restent au pouvoir mais abandonnent la ligne ultralibérale héritée de Margaret Thatcher. Le 8 novembre 2016, le républicain Donald Trump est élu 45^e président des États-Unis grâce à un discours anti-immigrés, mais également protectionniste et isolationniste, particulièrement efficace dans les États désindustrialisés.

Un virage à 180 degrés si l'on songe aux mots de Ronald Reagan dans les années 1980 : « l'État est le problème, pas la solution ».

Si les conservateurs parviennent ainsi à profiter du sentiment antimondialiste après avoir eux-mêmes mis en place la mondialisation, c'est aussi parce que la gauche ne réussit pas à formuler d'alternative crédible. D'un côté, les sociaux-démocrates sont ouvertement devenus favorables à la concurrence internationale; de l'autre, le discours sur une « autre mondialisation » ou une « autre Europe » de la gauche plus radicale convainc de moins en moins au fur et à mesure que la concurrence ravage les classes populaires, appauvrit les États et enrichit les grandes fortunes. Dans beaucoup de pays, notamment en Europe, cette gauche radicale est tombée dans un piège : confondre la reconquête de la souveraineté nationale avec le nationalisme de droite.

Pourtant, le repositionnement antimondialiste d'une partie des droites a beau être spectaculaire, il n'est que stratégique. Il marque simplement un retour à un nationalisme économique caractéristique des périodes durant lesquelles les grandes puissances commerciales voient leur compétitivité internationale chuter. Le protectionnisme n'est alors qu'un moyen temporaire pour redresser la compétitivité des firmes nationales et les relancer ensuite de plus belle dans la concurrence économique à l'échelle mondiale. Pour Marine Le Pen, « la France a les moyens d'être une grande puissance du XXI^e siècle ». Pour Donald Trump, il faut « rendre à l'Amérique sa grandeur ». Dans les deux cas, il n'est nullement question de se retirer de la concurrence internationale, mais seulement d'instaurer une

protection commerciale à sens unique. Il n'est évidemment pas envisageable pour les États-Unis de renoncer au libre-échange lorsque celui-ci permet à ses multinationales d'exploiter à l'étranger des gisements de matières premières à bas coût. Il n'est pas davantage dans les objectifs de Marine Le Pen de laisser les pays africains revendiquer un meilleur partage de la rente pétrolière face au groupe énergétique français Total. Cette approche dissymétrique du protectionnisme n'a rien de nouveau: des pays comme les États-Unis en ont une longue expérience.

Refondation de l'ordre économique

Écartons donc tout amalgame entre ce nationalisme économique de droite et l'idée, totalement différente, de démondialisation. Introduit par l'ancien président d'Attac, le Français Bernard Cassen, et par le sociologue philippin Walden Bello, le concept de démondialisation a un tout autre sens: il s'agit de défaire les rouages de la mondialisation économique pour permettre l'émancipation des pays les plus pauvres et la coopération entre les peuples. Le protectionnisme n'est alors qu'un outil et, surtout, il n'est pas unilatéral et temporaire, mais constitue un droit pour *tous* les peuples de choisir ce qu'ils produisent et comment ils le produisent. Alors que le nationalisme économique d'un Donald Trump ou d'une Marine Le Pen s'inscrit dans une sorte de fantasme d'un retour aux Trente Glorieuses, lorsque les grandes puissances occidentales dominaient l'économie mondiale sans être concurrencées par l'Inde ou la Chine, la démondialisation vise une refonte complète des relations internationales et un nouvel ordre économique. Dans mon dernier livre, *La démondialisation ou le chaos* (Utopia, 2016), j'ai voulu montrer ce que devait englober ce concept pour représenter une alternative crédible au capitalisme et au libéralisme. Il s'agit tout d'abord d'assumer une rupture radicale avec les institutions qui structurent cet ordre économique: l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, l'Union européenne. Mais aussi importante soit-elle, la rupture institutionnelle ne suffira jamais à sortir les États qui le souhaiteraient de la concurrence internationale. En effet, les multinationales ont acquis un pouvoir démesuré qu'il convient de leur ôter. La question des nationalisations est centrale dans un projet de démondialisation, sans quoi les grands groupes privés garderont le contrôle de la production, du transport, de la distribution, des flux monétaires... et pourront mettre à genoux le pouvoir politique. C'est là la première ligne de fracture avec le nationalisme économique de droite.

La seconde ligne de fracture, indépassable, est celle de la réciprocité. Les mesures de démondialisation n'ont pas pour but de gagner en compétitivité, elles doivent avoir pour objectif de supprimer la concurrence. Le protectionnisme, les nationalisations, le contrôle démocratique de l'économie nationale doivent être permis pour tous. La France, par exemple, si elle mettait en œuvre une politique de démondialisation, devrait reconnaître aux pays africains le droit de nationaliser les filiales de Total ou de toute autre firme française, de fixer eux-mêmes les quantités et les prix à l'exportation. En théorie, les nationalisations sont permises par le droit international. Mais dans

la pratique, les traités de libre-échange les interdisent: les tribunaux d'arbitrage défendent les intérêts des firmes et bafouent le droit des États à décider de leur propre système économique. Toutefois, la méthode employée par les libéraux peut être retournée contre eux: il serait possible de construire des traités bilatéraux qui consacrent le droit de chaque État de maîtriser les choix et les conditions de production sur son territoire.

La troisième ligne de fracture est celle de la coopération internationale. La concurrence et la coopération sont deux concepts opposés: coopérer, c'est littéralement «agir ensemble», alors que, par définition, la concurrence, c'est «se battre contre». La démondialisation, c'est donc aussi la création de nouvelles relations commerciales et non commerciales entre États, dans lesquelles la recherche d'autonomie des peuples est centrale. Une telle vision d'un ordre international différent a été portée en son temps par le Mouvement des pays non alignés au sein des Nations unies. Avant que les forces progressistes, écrasées par la mondialisation, n'abandonnent trop souvent cette réflexion. Plutôt que d'imaginer faire évoluer dans un sens progressiste les institutions internationales, ce qui semble pour longtemps voué à l'échec, nous pourrions là aussi imaginer de nouveaux traités bilatéraux de coopération. Par exemple, si la gauche radicale parvenait au pouvoir en France avec un plan de sortie de l'UE, elle pourrait développer des accords avec les États antilibéraux d'Amérique latine, la Grèce, voire le Portugal, quand bien même ces deux derniers pays resteraient dans l'Union européenne et la zone euro. Elle pourrait également coopérer avec des collectivités locales dirigées par une vraie gauche, et cela y compris dans des pays gouvernés par les libéraux. Elle pourrait surtout revoir totalement ses partenariats avec les pays d'Afrique.

La démondialisation, c'est aussi la création de nouvelles relations commerciales et non commerciales entre États, dans lesquelles la recherche d'autonomie des peuples est centrale.

Enfin, la démondialisation se doit de répondre aux crises environnementales en organisant une réduction globale de la consommation énergétique et matérielle, qui n'est possible qu'à la condition de répartir les richesses entre États et à l'intérieur de ceux-ci. À l'heure où Donald Trump écarte tout engagement des États-Unis quant à une réduction des gaz à effet de serre, la sortie du productivisme constitue une quatrième ligne de fracture évidente.

Il n'y a donc aucune raison de laisser la droite et l'extrême droite profiter du sentiment antimondialiste. Il faut leur opposer l'idée de démondialisation, qui consiste à articuler la rupture avec l'ordre économique (sortie des institutions internationales, protectionnisme, nationalisations) avec la construction d'un nouvel ordre multilatéral fondé sur la coopération et la décroissance. ©

1. Iulia Badea Guerité, «Hongrie. Viktor Orbán pourfend le libéralisme occidental», *Courrier international*, 1^{er} août 2014.